

89 30017 Août

BULLETIN D'INFORMATION DU 23 FEVRIER 1989 (039/89)

=====

I.- ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE PREMIER MINISTRE  
LORS DU DINER OFFERT EN L'HONNEUR  
DU PREMIER MINISTRE D'ISRAËL ET DE MADAME ITZHAK SHAMIR  
=====  
(Paris, le 22 février 1989)

Monsieur le Premier ministre,  
Madame,

C'est pour mon épouse et moi-même un grand honneur et une joie particulière d'accueillir ici ce soir le Premier ministre de l'Etat d'Israël et Madame SHAMIR, et de leur exprimer, en votre compagnie, Mesdames et Messieurs, l'hommage et l'amitié du gouvernement et du peuple de France.

Nous sommes profondément sensibles, Monsieur le Premier ministre, au caractère significatif de cette visite. D'abord parce que c'est votre première visite à l'étranger depuis votre nouvelle nomination à la tête du gouvernement israélien, et l'importance de ce symbole ne nous échappe pas.

Ensuite parce que nous savons ce que représente la France pour vous, Monsieur le Premier ministre, qui y avez trouvé un asile à un moment particulièrement difficile de votre histoire, dans la période qui a immédiatement précédé la naissance de l'Etat d'Israël, que vous dirigez aujourd'hui.

Tout au long des quarante années qui ont suivi, Israël et la France ont eu des relations tantôt excellentes, tantôt difficiles, mais toujours fortes. Nos deux pays ont aujourd'hui un tissu serré de relations amicales, qui ne nous empêchent certes pas de nous parler franchement, mais qui nous permettent de le faire avec confiance, avec chaleur et avec compréhension.

Il y a quelques mois j'avais l'honneur de recevoir ici même Monsieur le Président HERZOG à l'occasion de la première visite officielle en France d'un Président de l'Etat d'Israël. Nous avons reçu depuis la visite de votre ministre des affaires étrangères, M. ARENS, dont nous savons que s'il n'est pas avec vous aujourd'hui, c'est qu'il est en train de mener ailleurs des conversations dont nous mesurons tous ici l'importance.

De nombreuses personnalités françaises se sont rendues récemment en Israël, dont le ministre d'Etat Roland DUMAS. Les contacts sont constants, à tous les niveaux.

## PAGE DEUX

Votre visite, qui intervient dans une période où les événements peuvent prendre un tour décisif, n'est donc pas un accident dans le cours très dense de nos relations actuelles.

En réalité, au-delà des contingences quotidiennes, les liens entre nos deux pays, nos deux peuples, sont très profonds. Les destinées de la France, au cœur de l'Europe communautaire, et d'Israël, parmi les autres Etats et peuples du Proche-Orient, sont étroitement mêlées.

Notre proximité est d'abord physique : Israël et les pays Méditerranéens sont aux portes de l'Europe. Le volume des échanges entre Israël et la Communauté européenne apporte, si besoin en est, la preuve tangible de ce voisinage.

Les pays du Proche-Orient savent l'importance de leurs relations commerciales et financières avec l'Europe.

Notre proximité est également humaine : vous connaissez le prix que nous attachons à la présence en Israël d'une communauté de plus de quatre cent mille francophones.

Mais je pense aussi aux centaines de milliers d'Européens, en France, en Grande-Bretagne et ailleurs, qui partagent la même foi, le même héritage spirituel, les mêmes traditions, que le peuple d'Israël.

Ces liens, si féconds et multiples, n'effacent pas les nationalités. Ils les transcendent, ils les enrichissent.

Notre proximité, enfin, est culturelle : au-delà de la langue ou de la foi, l'histoire d'Israël demeure indissociable de celle de l'Europe.

Il serait inconcevable de retracer le mouvement des idées sur ce continent, inconcevable de décrire ce murissement des systèmes de pensée, des idéologies, qui a abouti à la mise en place de démocraties, sans évoquer l'apport déterminant de la pensée et de la culture juives.

Nos sociétés, et ceux qui parmi elles se consacrent à la réflexion, nos penseurs, nos philosophes, puisent aux mêmes sources.

Il y a l'histoire des idées et des systèmes politiques, mais il y a aussi l'histoire des Etats.

L'Europe est historiquement présente au Proche-Orient., elle a, au fil des siècles, tissé une multitude de liens avec les hommes qui peuplent cette terre.

Pour toutes ces raisons, l'Europe, et en premier lieu la France, se sentent proches de vous.

## PAGE TROIS

Votre visite, Monsieur le Premier ministre, est une nouvelle occasion de fortifier et de développer nos relations bilatérales. Nous nous en sommes entretenus tout à l'heure pour dire qu'elles sont bonnes tout en pouvant croître encore.

La Commission mixte économique s'est réunie à Paris il y a moins d'un mois. Elle a constaté l'accroissement sensible de nos échanges dans la période récente. Elle a défini les moyens de les renforcer encore, alors que nous restons loin derrière certains de nos partenaires européens, bien que nous soyons, avec les Etats-Unis, le seul pays au monde à avoir adopté, lors du premier septennat du président MITTERAND, une législation anti-boycott.

Nous avons constaté ensemble que l'échéance européenne de 1992 ne sera pas un obstacle au développement de nos échanges, bien au contraire. Nous sommes aussi tombés d'accord pour chercher à encourager les investissements français en Israël, et le secteur des transports ferroviaires pourrait en fournir un bon exemple.

Dans le domaine culturel, la France a consenti un effort important pour l'enseignement de l'hébreu et nous regrettons le déclin sensible de la langue française en Israël. C'est un souci auquel vous devez être sensible, Monsieur le Premier ministre, vous qui parlez si bien notre langue.

Nous allons multiplier les manifestations culturelles en Israël : ballet de l'Opéra de Paris, puis certainement Comédie française et Orchestre national de France.

Nous souhaitons également la réalisation à Paris de la maison France-Israël. Projet dont la mise en oeuvre est confiée à la Chambre de Commerce France-Israël et qui devrait devenir dès 1990 un lieu de rencontres important à Paris.

Les crédits que la France a consacrés en 1988 à la coopération scientifique franco-israélienne sont le double de ceux de l'année précédente. Les instituts PASTEUR et WEIZMANN ont passé de nouveaux accords de collaboration dont il y a beaucoup à espérer.

Au mois de mai prochain, notre ministre de la recherche se rendra en Israël pour la première réunion du Haut Comité Mixte Scientifique franco-israélien.

Avec des relations aussi étroites, nous sommes, nous Européens, nous Français, profondément concernés par l'avenir d'Israël et des nations qui l'environnent.

8930017 A12

PAGE QUATRE

La situation a beaucoup évolué depuis que le président HERZOG effectuait à Paris sa visite d'Etat. Le recevant ici même, je disais en octobre : "nous appelons inlassablement les Palestiniens, les Etats arabes, à reconnaître, sans équivoque et sans atermoiement, cette réalité évidente qu'est l'Etat d'Israël". Et le président François MITTERRAND déclarait à cette même occasion : "si finalement les principaux responsables palestiniens sont bien décidés à reconnaître cette existence, ce serait peut-être plus sage qu'ils le disent".

Depuis des années nous répétons aux Palestiniens que la paix au Proche-Orient passait par un préalable fondamental : l'acceptation de l'existence d'Israël. Ils se sont finalement résolus à écouter cet appel.

Israël se trouve placé aujourd'hui devant une situation profondément nouvelle et nous comprenons vos doutes, vos inquiétudes et vos appréhensions. L'Histoire du peuple juif, victime de l'Holocauste, est trop chargée de souffrances pour que se dissipent en un instant les incertitudes, pour que l'interrogation cède tout d'un coup le pas au dialogue.

Nous n'entendons pas vous dicter une attitude. L'enjeu est trop vital pour que, en aucun cas et d'aucune part, la solution vous soit imposée.

Si nous vous appelons à votre tour au dialogue, c'est que l'analyse qu'exposait le Président François MITTERRAND en 1982 devant la Knesset est aujourd'hui confirmée par les faits.

C'est aussi que la poursuite du soulèvement et du cycle de violences qu'il entraîne irrémédiablement nous trouble et nous angoisse, tant est grand l'attachement de nos peuples au respect des Droits de l'homme. Vous soulignez les risques d'une évolution trop rapide des positions. Nous voyons bien les dangers d'une immobilité trop longtemps prolongée.

Si nous recommandons une conférence internationale dans laquelle les membres permanents du Conseil de sécurité auraient un rôle à jouer, ce n'est pas pour faire pression sur vous ni pour vous imposer ce dont vous ne voudriez pas.

C'est que nous constatons la nécessité du dialogue et en même temps l'impossibilité d'établir ce dialogue direct qui aurait votre préférence. Un dialogue direct a besoin d'une médiation qui s'établira nécessairement au sein de la conférence.

Je le dis clairement : nous n'entendons pas vous imposer notre aide. Mais beaucoup la jugent utile et si vous la souhaitez, alors sachez qu'elle vous est acquise.

## PAGE CINQ

La France, je vous en donne l'assurance, partage votre préoccupation essentielle: celle de la paix et de la sécurité de l'Etat d'Israël. Ce n'est plus le temps où vos appels restaient sans réponse.

La France est prête, avec l'Europe, à vous aider si vous le souhaitez. Elle ne prétend pas se substituer à vous pour apprécier ce qui est souhaitable ou nécessaire.

La part essentielle, l'initiative décisive, reviennent de toute évidence aux parties directement concernées. Mais les puissances extérieures, qui tiennent de la Charte des Nations Unies des responsabilités particulières, peuvent sans aucun doute, pour peu qu'on le leur demande, créer les conditions favorables à la recherche d'un accord et à l'élaboration d'un système fiable de garanties de sécurité.

A une époque où les équilibres stratégiques sont bouleversés par les développements de la technologie, l'action des puissances peut permettre de maîtriser les proliférations et d'assurer les désescalades.

L'actuelle détente Est-Ouest, vous l'avez bien senti, modifie les données dans de nombreuses régions du monde, y compris la vôtre.

Monsieur le Premier ministre, peu de dirigeants ont une responsabilité aussi lourde à assurer que celle dont vous venez à nouveau d'être investi par le peuple israélien.

Nous avons le confiant espoir que celui-ci saura trouver dans sa longue tradition la voie de la justice et de la liberté, qui sera celle de son avenir.

Nous mesurons l'importance du moment qui nous réunit aujourd'hui, nous tous, autour de vous.

Je lève mon verre, à vous, Monsieur le Premier ministre, à vous Madame, à l'amitié, à Israël, à la paix./.